

505Lh7h8/6

8140

(1944, 49)

Durée du mandat de Président du Conseil
d'Administration

Note	26. 9.44
Note	16.11.49

Durée du mandat du Président

N O T E

pour Monsieur BOURREL, Secrétaire Général

Les règles de nomination et la durée des fonctions des Administrateurs de la S.N.C.F., du Président du Conseil d'Administration et des Vice-Présidents, sont actuellement fixées par les dispositions de l'ordonnance du 19 Octobre 1944.

Les dix membres du Conseil désignés parmi les fonctionnaires en activité de service sont nommés pour six ans et renouvelables par moitié tous les trois ans, suivant un ordre aujourd'hui définitivement arrêté.

Le texte spécifie qu'un Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne conserve son mandat que jusqu'à l'époque où devraient expirer les fonctions de celui qu'il remplace.

Cette prescription s'imposait afin que la durée du mandat de chaque poste d'Administrateur ne devint pas fonction de la date de nomination de son titulaire, mais restât fixée selon la répartition précédemment intervenue.

Après avoir posé ces principes, l'ordonnance de 1944 dispose, dans deux alinéas, d'une part que le Président du Conseil d'Administration, choisi parmi les Administrateurs de la catégorie a, est nommé pour six ans, d'autre part, que le Vice-Président, choisi dans la catégorie a, est nommé pour une durée égale à celle de son mandat d'Administrateur.

Ce texte établit indiscutablement une exception à la règle générale en faveur du Président.

La nomination est faite pour une durée ferme de six ans, alors qu'elle n'aurait plus qu'un caractère conditionnel si elle était subordonnée à un réinvestissement dans les fonctions d'Administrateur, pour le cas où le poste d'Administrateur du Président serait soumis au renouvellement au cours de cette période.

Cette interprétation s'impose d'autant plus qu'en ce qui concerne le Vice-Président l'ordonnance prévoit qu'il est assujéti à la règle commune et que sa nomination comme Vice-Président est faite pour une durée égale à celle de son mandat d'Administrateur.

L'opposition ainsi marquée entre la situation du Président et celle du Vice-Président confirme notre interprétation, car cette opposition n'a de sens que si les deux situations doivent être différentes.

Le poste d'Administrateur, au titre duquel le Président a été investi pour six ans, ne peut évidemment pas être pourvu d'un autre titulaire et ce poste se trouve pratiquement indisponible pendant cette durée, sans, du reste, cesser d'appartenir à la fraction dont il dépend au point de vue renouvellement. Il suit le sort des autres postes de la fraction à laquelle il appartient le jour où prennent fin les fonctions du Président.

Corrélativement le Président, dans le cas où il serait investi, à la même date, de la qualité d'Administrateur et de celle de Président, ne saurait, à l'expiration de son mandat de six ans comme Président, prétendre rester Administrateur jusqu'à la date d'expiration des mandats compris dans la fraction à laquelle son poste appartient.

C'est à ce titre qu'un réinvestissement en qualité d'Administrateur de la catégorie a peut présenter un intérêt pour un Président en cours de fonctions.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

Signé : J. AURENGE

26 septembre 1944

Durée du mandat du
Président
du Conseil d'Administration

I.- La disposition de la loi du 10 octobre 1940 visant spécialement le Président du Conseil d'Administration est reprise de l'article 7 de la Convention du 31 août 1937.

Son objet est de poser expressément en principe que le Président est nommé pour 6 ans.

Mais le Président doit être en même temps administrateur et un second principe est posé, aux termes duquel le Président est obligatoirement choisi dans les administrateurs de la catégorie a).

Ce dédoublement de la fonction ne donne lieu à aucune difficulté lorsque la durée des deux mandats coïncide, ce qui est le cas lorsque le Président est nommé au moment de la constitution de l'ensemble du Conseil : ce cas se présentait aussi bien en novembre 1940 qu'en janvier 1938.

Mais le jeu des dispositions fixant le statut des membres du Conseil peut faire que le siège d'administrateur auquel est appelé le Président ne comporte pas une durée de mandat de 6 ans :

- dès la période 1940-1946, tirage au sort du siège au renouvellement du 1er janvier 1944 ;

- cas où il est mis fin au mandat avant 6 ans, le nouveau titulaire du siège voyant, dans cette hypothèse, la durée de ses fonctions limitée à la période restant à courir jusqu'au moment où aurait expiré le mandat en cours.

II.- Les mots "Il n'est pas, en tant qu'administrateur, soumis au premier renouvellement triennal", insérés dans la loi de

.....

1940 comme ils l'avaient été dans la Convention de 1937, apportent la solution nécessaire à la première difficulté (renouvellement triennal dès le 1er janvier 1944). Sans une telle précision, le Président aurait pu se trouver privé de son mandat d'administrateur au bout de 3 ans.

Mais, ainsi n'a été réglée que cette première difficulté purement transitoire. Cette interprétation est commandée par les considérations suivantes :

- les mots "premier renouvellement" se retrouvent dans une autre disposition de l'art. 1er de la loi du 10 octobre 1940, dans laquelle ils s'appliquent expressément à la seule date du 1er janvier 1944 ;

- l'art. 1er de la loi du 10 octobre 1940 prévoit, d'autre part, que les administrateurs de la catégorie a) sont renouvelés tous les 3 ans par moitié ;

- si l'on avait voulu une disposition jouant de façon permanente, on aurait écrit que le Président n'est pas soumis au "renouvellement faisant suite à sa désignation", ce qui revient à dire qu'il n'est pas soumis du tout au renouvellement triennal.

III.- Pour l'avenir, il n'y a plus de risques qu'un mandat d'administrateur soit limité à 3 ans.

Mais le mandat d'administrateur peut encore être réduit à une durée inférieure à 6 ans, dans l'hypothèse où une nomination nouvelle de Président interviendrait alors que le Président en exercice n'a pas achevé ses 6 ans. Le texte actuel de la loi du 10 octobre 1940 ne donne pas la solution de cette difficulté.

A.- Cette dernière serait supprimée si l'on adoptait pour le Président la solution déjà retenue pour le Vice-Président de la catégorie a) : la loi précise que ce dernier est nommé pour une durée égale à celle de son mandat d'administrateur.

Il faudrait alors remplacer la disposition actuelle par la suivante :

"Le Président du Conseil d'Administration est choisi parmi les administrateurs de la catégorie a) et nommé pour une durée égale à celle de son mandat d'administrateur par décret....".

B.- Il semble plus logique de conserver une certaine stabilité aux fonctions de Président et c'est ce qu'a voulu la Convention de 1937. On maintiendrait, dans ces conditions, le principe de la nomination du Président pour une durée fixe de 6 années.

Il n'y a alors que deux moyens de régler la difficulté.

1ère formule : Se borner au texte suivant :

"Le Président du Conseil d'Administration choisi parmi les administrateurs de la catégorie a) est nommé pour 6 ans par décret....".

Avec un tel texte, on pourrait soutenir que le Président fait l'objet d'une disposition qui a pour conséquence de lui faire un statut propre, lequel seul règle son cas ; que, par suite, en ce qui le concerne, ne joue aucune des dispositions applicables aux autres administrateurs (1). Cette interprétation demeurerait, comme

.....

(1) On doit, cependant, à la vérité de dire que telle ne paraît pas avoir été la pensée des rédacteurs de la Convention de 1937, non plus que celle des rédacteurs de la loi du 10 octobre 1940, puisque les uns et les autres ont estimé utile d'exclure le Président du tirage au sort du 1er janvier 1944.

maintenant, confirmée, a contrario, par le fait que, pour le Vice-Président de la catégorie a), on indique que la nomination est valable pour la durée de son mandat.

Il resterait, cependant, que la loi prévoit, d'autre part, le renouvellement des administrateurs de la catégorie a) par moitié tous les 3 ans.

Mais le principe de la nomination pour 6 ans peut encore avoir un sens si l'on admet que le Gouvernement, du fait de ce principe, est obligé de nommer à nouveau le Président comme administrateur.

2ème formule : Compléter le texte du 1°) par les mots :

".... Il n'est pas, en tant qu'administrateur, soumis au renouvellement triennal du Conseil d'Administration, tel que celui-ci est défini ci-dessus".

Cette addition aurait pour effet de faire disparaître, en ce qui concerne le Président, la possibilité d'une réduction de la durée de son mandat d'administrateur en cas de succession en cours de mandat, puisque la disposition visant le remplacement des administrateurs a pour seul objet d'assurer le renouvellement du Conseil à date fixe de 3 ans en 3 ans.

Mais il faudrait modifier la disposition qui prévoit, par ailleurs, le renouvellement des administrateurs de la catégorie a)

.....

par moitié tous les 3 ans, le renouvellement ne pouvant s'effectuer, dans l'hypothèse que nous envisageons, qu'à raison de 3 puis de 4, ou inversement.

J. Closer

P.S. - Il y a d'autres difficultés concernant le Président :

- dans quelle mesure le Gouvernement peut-il mettre fin aux fonctions du Président avant l'expiration des 6 ans ?

- à quelle date expire le mandat de Président conféré le 1er novembre 1940, alors que le mandat d'administrateur de ce même Président va certainement jusqu'au 31 décembre 1946 ?

26 septembre 1944

Durée du mandat du
Président
du Conseil d'Administration

I.- La disposition de la loi du 10 octobre 1940 visant spécialement le Président du Conseil d'Administration est reprise de l'article 7 de la Convention du 31 août 1937.

Son objet est de poser expressément en principe que le Président est nommé pour 6 ans.

Mais le Président doit être en même temps administrateur et un second principe est posé, aux termes duquel le Président est obligatoirement choisi dans les administrateurs de la catégorie a).

Ce dédoublement de la fonction ne donne lieu à aucune difficulté lorsque la durée des deux mandats coïncide, ce qui est le cas lorsque le Président est nommé au moment de la constitution de l'ensemble du Conseil : ce cas se présentait aussi bien en novembre 1940 qu'en janvier 1938.

Mais le jeu des dispositions fixant le statut des membres du Conseil peut faire que le siège d'administrateur auquel est appelé le Président ne comporte pas une durée de mandat de 6 ans :

- dès la période 1940-1946, tirage au sort du siège au renouvellement du 1er janvier 1944 ;

- cas où il est mis fin au mandat avant 6 ans, le nouveau titulaire du siège voyant, dans cette hypothèse, la durée de ses fonctions limitée à la période restant à courir jusqu'au moment où aurait expiré le mandat en cours.

II.- Les mots "Il n'est pas, en tant qu'administrateur, soumis au premier renouvellement triennal", insérés dans la loi de

.....

1940 comme ils l'avaient été dans la Convention de 1937, apportent la solution nécessaire à la première difficulté (renouvellement triennal dès le 1er janvier 1944). Sans une telle précision, le Président aurait pu se trouver privé de son mandat d'administrateur au bout de 3 ans.

Mais, ainsi n'a été réglée que cette première difficulté purement transitoire. Cette interprétation est commandée par les considérations suivantes :

- les mots "premier renouvellement" se retrouvent dans une autre disposition de l'art. 1er de la loi du 10 octobre 1940, dans laquelle ils s'appliquent expressément à la seule date du 1er janvier 1944 ;

- l'art. 1er de la loi du 10 octobre 1940 prévoit, d'autre part, que les administrateurs de la catégorie a) sont renouvelés tous les 3 ans par moitié ;

- si l'on avait voulu une disposition jouant de façon permanente, on aurait écrit que le Président n'est pas soumis au "renouvellement faisant suite à sa désignation", ce qui revient à dire qu'il n'est pas soumis du tout au renouvellement triennal.

III.- Pour l'avenir, il n'y a plus de risques qu'un mandat d'administrateur soit limité à 3 ans.

Mais le mandat d'administrateur peut encore être réduit à une durée inférieure à 6 ans, dans l'hypothèse où une nomination nouvelle de Président interviendrait alors que le Président en exercice n'a pas achevé ses 6 ans. Le texte actuel de la loi du 10 octobre 1940 ne donne pas la solution de cette difficulté.

A.- Cette dernière serait supprimée si l'on adoptait pour le Président la solution déjà retenue pour le Vice-Président de la catégorie a) : la loi précise que ce dernier est nommé pour une durée égale à celle de son mandat d'administrateur.

Il faudrait alors remplacer la disposition actuelle par la suivante :

"Le Président du Conseil d'Administration est choisi parmi les administrateurs de la catégorie a) et nommé pour une durée égale à celle de son mandat d'administrateur par décret....".

B.- Il semble plus logique de conserver une certaine stabilité aux fonctions de Président et c'est ce qu'a voulu la Convention de 1937. On maintiendrait, dans ces conditions, le principe de la nomination du Président pour une durée fixe de 6 années.

Il n'y a alors que deux moyens de régler la difficulté.

1ère formule : Se borner au texte suivant :

"Le Président du Conseil d'Administration choisi parmi les administrateurs de la catégorie a) est nommé pour 6 ans par décret....".

Avec un tel texte, on pourrait soutenir que le Président fait l'objet d'une disposition qui a pour conséquence de lui faire un statut propre, lequel seul règle son cas ; que, par suite, en ce qui le concerne, ne joue aucune des dispositions applicables aux autres administrateurs (1). Cette interprétation demeurerait, comme

.....

(1) On doit, cependant, à la vérité de dire que telle ne paraît pas avoir été la pensée des rédacteurs de la Convention de 1937, non plus que celle des rédacteurs de la loi du 10 octobre 1940, puisque les uns et les autres ont estimé utile d'exclure le Président du tirage au sort du 1er janvier 1944.

maintenant, confirmée, a contrario, par le fait que, pour le Vice-Président de la catégorie a), on indique que la nomination est valable pour la durée de son mandat.

Il resterait, cependant, que la loi prévoit, d'autre part, le renouvellement des administrateurs de la catégorie a) par moitié tous les 3 ans.

Mais le principe de la nomination pour 6 ans peut encore avoir un sens si l'on admet que le Gouvernement, du fait de ce principe, est obligé de nommer à nouveau le Président comme administrateur.

2ème formule : Compléter le texte du 1°) par les mots :

".... Il n'est pas, en tant qu'administrateur, soumis au renouvellement triennal du Conseil d'Administration, tel que celui-ci est défini ci-dessus".

Cette addition aurait pour effet de faire disparaître, en ce qui concerne le Président, la possibilité d'une réduction de la durée de son mandat d'administrateur en cas de succession en cours de mandat, puisque la disposition visant le remplacement des administrateurs a pour seul objet d'assurer le renouvellement du Conseil à date fixe de 3 ans en 3 ans.

Mais il faudrait modifier la disposition qui prévoit, par ailleurs, le renouvellement des administrateurs de la catégorie a)

.....

par moitié tous les 3 ans, le renouvellement ne pouvant s'effectuer, dans l'hypothèse que nous envisageons, qu'à raison de 3 puis de 4, ou inversement.

J. Clozet

P.S. - Il y a d'autres difficultés concernant le Président :

- dans quelle mesure le Gouvernement peut-il mettre fin aux fonctions du Président avant l'expiration des 6 ans ?

- à quelle date expire le mandat de Président conféré le 1er novembre 1940, alors que le mandat d'administrateur de ce même Président va certainement jusqu'au 31 décembre 1946 ?